

LANCEMENT DU MANIFESTE SUR L'AVENIR DES SYSTEMES DE CONNAISSANCE

Souveraineté de la connaissance pour une planète en bonne santé

Conférence à l'UNESCO, Jeudi 12 novembre 2009

Contacts presse

Pauline Lavaud – 01 53 25 10 43

pauline.lavaud@france-libertes.fr

Rita Cristofari – 01 53 25 10 55

Rita.cristofari@france-libertes.fr

Caroline Lockhart – (+39) 335 710 7624

carolinelockart@yahoo.com

Sommaire

<i>Programme de la conférence</i>	3
<i>De l'urgence de repenser les paradigmes de la connaissance</i>	4
<i>Les organisateurs</i>	6
• La Commission Internationale sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture	6
• France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand	7
<i>Les intervenants</i>	8

Lancement du Manifeste sur l'avenir des systèmes de connaissance

Programme de la conférence

9 h 30 : Accueil des participants, café

10h : Conférence de lancement du Manifeste sur l'avenir des systèmes de connaissance

- **Francesco Bandarin**, Directeur du Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial,
- **Claudio Martini**, Président de la Région Toscane,
- **Vandana Shiva**, activiste indienne et membre du CA de la Commission Internationale sur le futur de l'Alimentation et de l'Agriculture,
- **Danielle Mitterrand**, Présidente de France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand,
- **José Gualinga**, représentant du peuple Kichwa de Sarayaku, Amazonie Equatorienne

11h 45 : Echanges et débat avec la salle

12h 15 : Conférence de presse

De l'urgence de repenser les paradigmes de la connaissance

Manifeste sur l'Avenir des systèmes de connaissance : Souveraineté de la connaissance pour une planète en bonne santé

L'humanité est aujourd'hui confrontée à de multiples crises : implosion financière et effondrement de l'économie, chaos climatique, crises énergétique et alimentaire.

Comment en est-on arrivé à ce point? Quelles solutions envisager pour retrouver un équilibre avec notre planète ?

À l'origine de ces multiples crises, le Manifeste pointe un modèle de connaissance réductionniste. Ce modèle est fondé sur des visions fragmentées du monde, qui assimilent processus et systèmes vivants à des machines librement modifiables et manipulables, dans le but de créer de la richesse. En ignorant les complexités et les interdépendances du vivant, cette approche a provoqué un écart croissant entre les citoyens du monde et les experts, entre la nature et la connaissance scientifique limitée, entre l'économie réelle et l'économie financière.



Le Manifeste démontre comment ce modèle de connaissance a engendré l'instabilité et l'insécurité qui dominant dans le monde d'aujourd'hui. **Agir comme si le monde était une machine conduit à un monde dans lequel les processus et les systèmes vivants sont détruits.** Il est donc devenu impératif de promouvoir de nouvelles façons de penser, de nouveaux paradigmes du savoir et des connaissances afin de trouver des solutions réelles et durables pour notre planète. Dans ce contexte, le Manifeste propose un renouveau des modèles de connaissances basé sur des visions du monde plus holistiques (« tout est interconnecté ») et moins anthropocentriques (« l'homme est une partie et non le maître de la biosphère »), prenant en compte une réalité planétaire devenue incontestable: **de mauvais choix risquent de nous mener à une destruction irréversible.**

L'introduction des brevets et autres droits de propriété intellectuelle ont ouvert la voie à la privatisation de la connaissance scientifique et la commercialisation de la connaissance. **Cette marchandisation du savoir crée un terreau fertile pour l'appropriation et l'exploitation des savoirs traditionnels par des multinationales,** un phénomène qui aggrave encore plus les inégalités de richesses. Aujourd'hui, la biopiraterie est une conséquence directe de l'appropriation illégitime des savoirs traditionnels des communautés autochtones par des intérêts privés. **La connaissance perd ainsi son caractère de bien commun au profit d'intérêts commerciaux, et devient une simple marchandise.**

Le Manifeste soutient que l'alliance de la connaissance et du pouvoir est devenue une menace pour la liberté de l'homme et la sécurité de l'humanité. Il est temps de **défendre la valeur intrinsèque de la connaissance en tant que bien commun de l'humanité auquel on doit garantir un accès libre et égal pour tous**. Une synthèse holistique entre les connaissances traditionnelles et une science moderne écologique est indispensable au retour à une planète en bonne santé. Le monde doit être repensé autour des interdépendances existant entre les parties du système global, sur la base du respect de la pluralité et de l'égalité de toutes les formes de connaissance.

Le Manifeste appelle à une démocratisation des connaissances à tous les niveaux. Elle ne peut être garantie que par une **participation égale et démocratique de tous les citoyens à la construction de ces connaissances, et par une réhabilitation des savoirs traditionnels des communautés autochtones** et des femmes, qui ont guidé l'évolution de l'humanité depuis des siècles.

Le Manifeste lance un appel global au **respect de la souveraineté des connaissances traditionnelles en tant que droit fondamental des peuples** à créer, utiliser, faire évoluer et partager leurs savoirs.

Les organisateurs

- ***La Commission Internationale sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture***

La commission internationale sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture a été créée en 2003, à l'initiative de Claudio Martini, Président de la région Toscane et Vandana Shiva, directrice de la Fondation de recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles. Cette commission est composée de militants, chercheurs, scientifiques, politiques du Nord comme du Sud. Elle soutient et souhaite faire connaître les alternatives au modèle agricole mondialisé.

La commission souhaite renforcer la démocratie mondiale. Elle est un exemple unique de collaboration entre une institution régionale et des représentants de la société civile, pour la protection de la biodiversité, la promotion d'une production et d'une consommation alimentaire locale, la sécurité alimentaire et la défense des droits des petits paysans.

Le soutien de la Région Toscane

REGIONE
TOSCANA



La Commission est soutenue par le gouvernement régional de Toscane, un pionnier dans l'élaboration de politiques agricoles tournées vers le développement durable, la diversité, la santé, la sécurité et la démocratie participative. Afin de promouvoir cet autre modèle agricole, la Région soutient la Commission internationale sur l'avenir de l'alimentation et l'agriculture, la Fondation Slow Food sur la biodiversité et le Réseau européen des régions sans OGM et des pouvoirs locaux.

Les manifestes

La Commission a produit une série de manifestes qui présentent les grands principes d'un mouvement alternatif en faveur de l'agriculture soutenable, de la souveraineté alimentaire, de la biodiversité et de la diversification agricole.

- **Le Manifeste sur l'avenir de l'alimentation** de 2004 est créé dans le but de renverser la tendance actuelle vers l'industrialisation et la globalisation de la production alimentaire, à l'origine de phénomènes croissants de famine, d'expropriation, de désespoir, et de suicides chez les agriculteurs. Au cœur de ce Manifeste : de nouvelles perspectives, idées et programmes pour garantir un développement de l'agriculture et de l'alimentation socialement et écologiquement plus soutenable et accorder la priorité à la santé publique.
- **Le Manifeste sur l'avenir des semences** de 2006 est explicite sur le grave problème de la privatisation des semences et de l'ingénierie génétique. Il expose le principe selon lequel les semences sont un bien commun devant être partagé et protégé pour le bien-être des générations futures. Il appelle les gouvernements à aider les agriculteurs à défendre leurs droits de protéger, d'utiliser, d'améliorer les semences afin d'augmenter notre capacité collective d'adaptation aux changements climatiques et aux incertitudes des mutations de la biosphère et de l'économie.

- **Le Manifeste sur le changement climatique et les perspectives pour la sécurité alimentaire.** Présenté le 27 mai 2008 au Parlement européen de Bruxelles, le troisième manifeste de la Commission traite de l'impact négatif du changement climatique sur des systèmes agricoles et de l'aggravation de la crise alimentaire dans le monde. Le rapport montre que le commerce international et les politiques économiques dominantes imposent un modèle agricole énergivore, en contradiction directe avec les impératifs écologiques de la planète et ceux d'une alimentation saine. Seuls les systèmes agricoles écologiques et biologiques peuvent apporter une solution aux inquiétudes climatiques. Le manifeste identifie un certain nombre de stratégies pour aborder la double crise de l'instabilité alimentaire et de la faim.
- **France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand**

La Fondation France Libertés a été créée par Danielle Mitterrand en 1986.



Dès sa création, France Libertés défend les droits de l'homme et soutient la résistance des peuples et des individus opprimés. La Fondation s'engage alors activement dans les grands combats tels que le soutien au peuple tibétain ou la résistance contre l'apartheid en Afrique du Sud et participe aux grands projets d'aide aux pays du Sud comme la reconstruction du système éducatif au Cambodge ou la lutte contre le Sida.

23 ans plus tard, dans un monde qui a changé, la défense des droits fondamentaux demeure au cœur de l'action de la Fondation, et passe désormais par la promotion des biens communs de l'humanité (eau, biodiversité, terre...), et par une vraie redéfinition des richesses des peuples. La Fondation développe ses activités autour de trois programmes : « L'eau, bien commun de l'humanité », « Reconsidérer la richesse », « Droits des peuples ».

La Fondation est reconnue d'utilité publique. Elle est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

Comment la Fondation agit-elle ?

En menant une réflexion approfondie pour construire ensemble un monde plus équitable : participation au Forum social mondial et autres forums citoyens, organisation de rencontres entre société civile et experts, apprentissage et diffusion des solutions alternatives proposées par les autres cultures...

En étant une force de proposition auprès des pouvoirs publics et des organisations internationales pour des solutions concrètes et réalistes : inscriptions du droit à l'eau dans les constitutions, les conventions internationales, la Déclaration universelle des Droits de l'homme, promotion d'une gouvernance mondiale, indépendante et légitime au plus haut niveau...

En menant un travail de sensibilisation de l'opinion publique et des populations locales : mouvement des Porteurs d'eau, mise en place de nouveaux indicateurs de richesses, réalisation d'ouvrages de sensibilisation...

En soutenant des projets de terrain portés par les populations locales : appui aux projets de promotion de la gestion communautaire de l'eau, mise en valeur des systèmes traditionnels de récolte d'eau de pluie...

Les intervenants



Vandana SHIVA

Écrivaine, physicienne et épistémologue indienne, Vandana Shiva est une figure emblématique des écologistes de terrain et du courant altermondialiste au niveau mondial. Elle dirige la « Fondation de recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles » (RFSTE) et a fondé l'association « Navdanya » pour la conservation de la biodiversité et la protection des droits des petits agriculteurs. Lauréate du « Prix Nobel alternatif » en 1993, elle a été reconnue en 2001 comme « l'une des 5 personnalités les plus importantes en Asie » par *Asiaweek*.



Claudio MARTINI

Président de la Région Toscane depuis 2000, Claudio Martini en a été le ministre de la Santé de 1995 à 2000. Partisan convaincu d'une globalisation plus juste et plus humaine, il a été, en 2001, le promoteur du premier meeting annuel « San Rossore – From Global to Global, A New Global Vision », un rendez-vous altermondialiste devenu permanent. Claudio Martini a été un des principaux promoteurs et organisateurs du premier Forum Social Européen de Florence de 2002.



Francesco BANDARIN

Francesco Bandarin est directeur du Centre du Patrimoine Mondial à l'UNESCO depuis 2000. Professeur en urbanisme, il a mené des recherches et des programmes de formation dans de nombreuses universités, notamment à la Johns Hopkins University et Harvard University, et enseigné dans diverses universités du Sud (Alger, Luanda et Maputo). Il a 20 ans d'expérience dans la conception urbaine et environnementale et gestion de projet, et a collaboré avec la Banque mondiale dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel.



Danielle MITTERRAND

Présidente de la Fondation France Libertés, elle est engagée depuis plus de 25 ans pour la défense des droits des peuples autochtones. C'est au long de son combat qu'elle s'est rendu compte que le droit à la vie passait par le respect des ressources naturelles et des connaissances, biens communs de l'humanité. C'est à ce titre que l'un des trois grands champs d'action de la Fondation est consacré aux droits des peuples, et plus particulièrement au droit des peuples autochtones à préserver leurs ressources naturelles et valoriser leurs savoirs traditionnels.



José GUALINGA

Représentant du peuple Kichwa d'Amazonie équatorienne. Depuis plus de 20 ans, ce peuple lutte pour défendre son territoire, sa biodiversité et son patrimoine immatériel, contre l'intrusion des exploitants pétroliers. Face à la gravité de la situation qui menace leur survie tous les jours un peu plus Sarayaku a décidé de concrétiser un projet à vocation internationale et de portée universelle. Ce projet est inspiré de la vision des anciens, sera mis en place par les hommes et femmes dans la force de l'âge et laissé en héritage aux jeunes générations.